

Août 2005

Contes et comptes du prof Lauzon

LA VIABILITÉ D'UN QUÉBEC SOUVERAIN QUÉBÉCOIS QUE LES 300 000 COMPAGNIES «TAXABLES»

par Léo-Paul Lauzon

Le problème de la souveraineté a changé de nature

Si la souveraineté–association avec le Canada est possible, l'indépendance pure et simple du Québec est impossible. Le Québec n'est pas situé en Europe, mais à côté des States, le pays le plus impérialiste du monde. En peu de temps, nous deviendrions carrément un protectorat américain, comme l'est Porto Rico. Je pourrais vous faire une longue énumération d'États «indépendants» qui sont aux mains des multinationales, qui laissent les politiciens gérer le secondaire mais qui contrôlent le principal. Il faut comprendre qu'il ne peut y avoir de souveraineté politique sans une souveraineté économique assurée par un État québécois fort, composé de leviers économiques importants. pour nous protéger de la colonisation.

Nous basculons dans un monde où le pouvoir se concentre chez un petit nombre de compagnies qui organisent le monde selon leurs intérêts, qui font chanter les États, éliminent les syndicats et ne paient plus d'impôts. Qu'à cela ne tienne, Bernard Landry se déclare prêt à reconduire les accords de libre-échange qui transfèrent la souveraineté des Nations aux multinationales.

Un peuple peut-il être souverain dans un État à genoux?

On peut bien avancer d'hypothétiques surplus d'un Québec souverain, mais on peut douter qu'ils se réaliseront avec le Parti Québécois. Il faut bien comprendre que la souveraineté du Québec n'est pas seulement économique, mais un grandiose projet de société. Il faut se méfier d'un parti qui a voulu privatiser Hydro-Québec et le système de santé public, s'est montré favorable à l'utilisation du dollar américain et voulait mettre fin à l'assurance-médicaments. Si le PQ a fait ça, sans contrainte, imaginez ce que ce sera dans l'hypothèse de la souveraineté! Tous les prétextes seront alors bons pour «moderniser» l'État.

À partir de manchettes, j'essayais d'imaginer ce que le PQ ferait d'un pouvoir sans partage. En voici quelques unes : «Il faut s'adapter. C'est une nécessité lance Bouchard», «Bouchard veut aligner le Québec sur l'Ontario et les États-Unis». En fait, la «souveraineté» des péquistes ressemblait souvent à une invitation à l'assimilation. En lisant celle-ci : «Couper pour assurer la survie de l'État, exhorte Lucien Bouchard», je pensais aux coupures dans l'éducation et la santé au nom du déficit zéro. On pouvait aussi lire : «17 000 postes de moins et un système de santé plus efficace» que nous disait Jean Rochon. Quant à l'effort de résistance aux multinationales : «Lucien Bouchard déplore le boycott des pétrolières». Et puis cette perle de M. Landry : «Ce sont les prêteurs au gouvernement qui lui dictent sa politique budgétaire et fiscale». Je me demande jusqu'où les pressions pour «l'adaptation» nous conduiraient pour solliciter les «faveurs» des multinationales.

La forme de l'État Québécois devrait être garantie dans une Constitution

Les sondages démontrent que la souveraineté sans association avec le Canada est rejetée. Il faut se demander si la solution ne passe pas par un parti socialiste à l'échelle du Canada. Si cette avenue est écartée, la souveraineté du Québec devrait répondre à deux conditions : que l'association avec le reste du Canada passe par la création d'une instance politique de concertation semblable au parlement européen, accompagnée d'une Constitution approuvée par référendum qui concrétiserait la souveraineté et nous assurerait qu'aucun gouvernement ultérieur, secoué par les pouvoirs économiques, ne fléchirait pas à l'égard de nos instruments collectifs.